

CI-074
2023-05-03
S. Mekki

Étude des crédits 2023-2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

COMMISSION QUÉBÉCOISE
DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
	Liste des sites Internet pour la diffusion de l'information	
QG-001	Voyages hors QC	1
QG-002	Voyages en avion - Conseil des ministres et cabinets	2
QG-003	Publicité, articles promotionnels et commandites	3
QG-004	Conférences de presse, événements	4
QG-005	Formation en communication	5
QG-006	Contrats	6
QG-007	Appels d'offres publics	9
QG-008	Consultants externes	10
QG-009	Développements informatiques	11
QG-010	Hébergement de données	12
QG-011	Dépenses diverses	13
QG-012	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	14
QG-013a	Minorités visibles 35 ans et +	15
QG-013b	Minorités visibles- de 35 ans	16
QG-013c	Jours de maladie	17
QG-013d	Réserve de maladie	18
QG-013e	Heures supplémentaires	19
QG-013f	Jours de vacances	20
QG-013g	Réserve de jours de vacances	21
QG-013h	Personnel double rémunération	22
QG-013i	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	23
QG-013j	Effectifs complexité	24
QG-013k	Effectifs traitement supérieur	25
QG-013l	Effectifs 5 prochains exercices	26
QG-013m	Nombre employés permanents et temporaires	27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
QG-013n	Départs volontaires	28
QG-013o	Postes abolis par ministère	29
QG-013p	Effectif autorisé Loi 15	30
QG-013q	Postes vacants	31
QG-014a	Départ à la retraite	32
QG-014b	Remplacement selon PGRH	33
QG-014c	Retraités à contrat	34
QG-015	Baux	35
QG-016	Actifs immobiliers excédentaires	36
QG-017	Aménagement	37
QG-018	Membres du Cabinet	38
QG-019	Budget discrétionnaire	39
QG-020	Personnel hors structure	40
QG-021	Personnel en disponibilité	41
QG-022	Occasionnels mis à pied	42
QG-023	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	43
QG-024	Abonnements	44
QG-025	Billets de saison, loges, club privé	45
QG-026	Sites Internet	46
QG-027	Visites ministérielles et sous ministérielles	47
QG-028	Adjoints parlementaires	48
QG-029	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	49
QG-030	Crédits périmés et gel de crédits	50
QG-031	Revenus autonomes et tarification	51
QG-032	Plan de réduction	52
QG-033	Transferts du gouvernement fédéral	53

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
QG-034	Primes au rendement et bonis - SCT	54
QG-035	Primes au rendement et bonis - Cabinet	55
QG-036	Primes de départ, allocation de transition	56
QG-037	Augmentations de salaire	57
QG-038	Reconduction des programmes existants	58
QG-039	Initiative ou majoration programmes existants	59
QG-040	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	60
QG-041	Taux d'absentéisme	61
QG-042	Cotisations à des associations	62
QG-043	Sondages	63
QG-044	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	64
QG-045	Compensation - Émissions de gaz à effet de serre	65
QG-046	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	66
QG-047	Plan d'action Personnes handicapées 2021-2024	67
QG-048	Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020	68
QG-049	Occupation et vitalité des territoires 2018-2022	69
QG-050	Rapport CSDEPJ	70
QG-051	Mesures de télétravail/travail à distance	71
QG-052	Remboursement matériel télétravail	72
QG-053	Soutien employés - santé mentale	73
QG-054	Contrats McKinsey	74
QG-055	Contrats - firmes consultation	75
QG-056	Rémunération des stages	76
QG-057	Contrats conclus de gré à gré - Proportion et nombre	77
QG-058	Contrats - firmes consultation	78
QG-059	Dépenses supplémentaires COVID-19	79

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
QG-060	Dépenses implantation nouveau régime de dotation	80
QG-061	Amendes perçues 5 dernières années	81
QG-062	Contrats sous-traitance	82
QG-063	Services tarifés	83
QG-064	Actifs possédés meubles et immeubles	84
QG-065	Coûts de système	85
QG-066	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	86
QG-067	Demandes d'accès à l'information	87
QG-068	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	88
QG-069	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	89

Liste des sites internet pour la diffusion de l'information :

MINISTÈRE	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html
03.03	COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC)	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
05.02	BUREAU DU CORONER	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
06.01	COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation
06.02	COMITÉ DE DÉONTOLOGIE (CDP)	https://comite.deontologie.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html
06.03	RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ)	https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
06.04	COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	https://upac.gouv.qc.ca/decouvrir-upac/documentation/diffusion-depenses
06.05	BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-information/depenses.html

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 1: Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).¹

DATES DE DÉBUT ET DE RETOUR	2022-04-30 au 2022-05-05
ENDROITS	San Diego, Californie, États-Unis.
PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION	Congrès de l'Association of Paroling Authorities International Annual Training Conference 2022.
PERSONNES RENCONTRÉES	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
COÛTS	2 805 \$
PARTICIPANTS	Aucun autre participant.
ENTENTES SIGNÉES	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
INVESTISSEMENTS ANNONCÉS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
CRÉDITS CARBONE	Veillez vous référer à la réponse de la question 45.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 2: Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17)*, en ce qui concerne le ministre et les titulaires d'un emploi supérieur.¹

RAISONS DU DÉPLACEMENT	Congrès de l'Association of Paroling Authorities International Annual Training Conference. ²
ITINÉRAIRE	Québec (Canada) à San Diego (États-Unis).
DATES DE DÉPART ET DE RETOUR	2022-04-30 au 2022-05-05
COÛTS	1 052 \$
AUTRES COÛTS VENTILÉS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.

² Il s'agit du même voyage mentionné à la question 1.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 3: Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour 2022-2023 pour chaque ministère et organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).¹

Pour les contrats 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de la Commission.¹ Pour les contrats de moins de 25 000 \$, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet, et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 4: Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.).

ORGANISME	
SOMMES DÉPENSÉES	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
BUT DE LA DÉPENSE	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
LISTE DES ÉVÉNEMENTS ET NOMBRE TOTAL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
ÉVÉNEMENT VIRTUEL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

PROFESSIONNEL OU FIRME EXTERNE	
SOMMES DÉPENSÉES	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
PROFESSIONNEL OU FIRME	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
CONTRATS OCTROYÉS (MODE D'OCTROI ET COÛTS)	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
FOURNISSEURS	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
BUT DE LA DÉPENSE	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
LISTE DES ÉVÉNEMENTS ET NOMBRE TOTAL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
ÉVÉNEMENT VIRTUEL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 5: Liste des dépenses en formation de communication.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 22 et 23).¹

ORGANISME	
SOMMES DÉPENSÉES	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
BUT DE LA DÉPENSE	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
LISTE DES FORMATIONS ET NOMBRE TOTAL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

PROFESSIONNEL OU FIRME EXTERNE	
SOMMES DÉPENSÉES	Cette question est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.
PROFESSIONNEL OU FIRME	Cette question est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.
CONTRATS OCTROYÉS (MODE D'OCTROI ET COÛTS)	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
FOURNISSEURS	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
BUT DE LA DÉPENSE	Cette question est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.
LISTE DES FORMATIONS ET NOMBRE TOTAL	Cette question est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 6: Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de la Commission.¹

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	OBJET	COÛT
Artopex inc.	Paravent pour bureau	848 \$
Ateliers de l'E.D.Q., Les	Plaquette d'identification	45 \$
Auberge Godefroy	Formation annuelle du personnel Location de salle et service	2 423 \$
Avec Plaisirs Chefs Traiteurs	Service de traiteur	1 095 \$
Bernard et fils traiteur	Service de traiteur	1 400 \$
Bouchra, Amal	Service d'interprétariat en audience	129 \$
Centre d'acquisitions gouvernementales	Adhésion au service gouvernemental d'acquisition par regroupement	500 \$
Club Imprimerie inc.	Service d'impression	604 \$
Cogitexte inc.	Service de traduction	24 422 \$
Dnoian, Laoura	Service d'interprétariat en audience	129 \$
Gestion L'Eauthentique inc.	Distributeurs d'eau	398 \$
Gestion Licorne inc.	Service d'impression	2 520 \$
Globex Courrier Express International Inc	Service de livraison	20 \$
Iron Mountain Canada Operations ULC	Service de destruction sécuritaire	510 \$

1/3

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

QUESTION 6: Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	OBJET	COÛT
Kabak, Lidia	Service d'interprétariat en audience	129 \$
Keleny inc.	Service d'interprétariat en audience	964 \$
Langlois, Francis	Présentation conférence <i>l'autre épidémie</i>	500 \$
Martins, Irenice	Service d'interprétariat en audience	129 \$
Mendes, Jorge	Service d'interprétariat en audience	516 \$
Novexco inc. (Hamster)	Fourniture de bureau	2 616 \$
Nguyen, Thi Xuan Mai	Service d'interprétariat en audience	129 \$
Olympique Solutions informatiques	Cartouche d'encre	2 613 \$
Postes Canada	Enveloppes préaffranchies	981 \$
Pro-Actif	Service de révision linguistique et service de conception graphique	3 782 \$
Purolator inc.	Service de livraison	867 \$
Revenu Québec	Service d'archivage	4 598 \$
Revenu Québec	Service d'impression	423 \$
Revenu Québec	Service de messagerie	19 460 \$
Robert Alexis Traiteur inc.	Service de traiteur	968 \$
Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants [SIARI]	Service d'interprétariat en audience	120 \$
SIVET	Service d'interprétariat en audience	35 \$
Stéricycle, ULC	Service de destruction sécuritaire	897 \$
Thach, Hai	Service d'interprétariat en audience	258 \$
Tran, The Nghi	Service d'interprétariat en audience	129 \$
Tukalak-Mount, Yolande	Service d'interprétariat en audience	1 375 \$

2/3

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

QUESTION 6: Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023.

NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
MANDAT DES SOUS-TRAITANTS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
RÉSULTAT DES SOUS-TRAITANTS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
DATE D'OCTROI DU CONTRAT	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
ÉCHÉANCIER	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
MODE D'OCTROI	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
NOMS DES SOUMISSIONNAIRES	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
MONTANT DES SOUMISSIONS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 7: Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 8: Pour chaque ministère et organisme, la liste des consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de la Commission.¹

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 9: Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2022-2023, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.

Veillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 10: L'hébergement de données en infonuagique pour l'année financière 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, la Commission ayant une entente administrative à cet effet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 11: Montants, pour l'année 2022-2023, de diverses dépenses.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

PHOTOCOPIE¹	-
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	1 076 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0 \$
DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE	398 \$
REMBOURSEMENT DE FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS²	34 768 \$
ENSEMBLE DES DÉPENSES DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, COLLOQUES, PERFECTIONNEMENT ET RESSOURCEMENT³	8 678 \$
REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES	0 \$

¹ La réponse à cette question est transmise par le ministère de la Sécurité publique, la Commission ayant une entente administrative à cet effet.

² Comprend les frais de déplacements liés aux formations.

³ Exclut les frais de transport, d'hébergement et de repas.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12: Montants, pour l'année 2022-2023, de diverses dépenses reliées à la téléphonie et à l'informatique.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, la Commission ayant une entente administrative à cet effet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-A: Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles, pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus en 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-B: Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles, pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins en 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-C: Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-D: Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emplois.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-E: Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-F: Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-G: Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emplois.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-H: Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emplois qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emplois, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette Loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-I: Le nombre d'effectifs réguliers par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-J: Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-K: Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche à accomplir.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-L: Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-M: Le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-N: Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-O: Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.

La Commission n'a pas aboli de postes pour l'année financière 2022-2023.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-P: L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-Q: Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

	CADRES	PROFESSIONNELS	FONCTIONNAIRES	AGENTS DE LA PAIX ¹	OUVRIERS ¹
POSTES VACANTS					
Capitale-Nationale		1		-	-
Montréal				-	-
ÉQUIVALENT TEMPS COMPLET NON COMBLÉS					
Capitale-Nationale		1		-	-
Montréal				-	-

¹La Commission n'a pas d'employés dans les catégories agents de la paix et ouvriers.

Données en date du 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 14-A: Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 14-B: Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent *Plan de gestion des ressources humaines*.

NOMBRE DE REMPLACEMENTS	0
--------------------------------	---

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 14-C: Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

NOMBRE DE RETRAITÉS ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

Aucun retraité engagé pour un ou des contrats pour l'année financière 2022-2023.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 15: Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4** paragraphe 27).¹

	SIÈGE SOCIAL	BUREAU DE MONTRÉAL
ADRESSE	300, boul. Jean-Lesage	1, rue Notre-Dame Est
MUNICIPALITÉ	Québec	Montréal
SUPERFICIE LOUÉE	969 m ²	1014 m ²
LOYER MENSUEL	18 551 \$	20 605 \$
COÛTS DES AMÉNAGEMENTS	Aucune dépenses pour l'année financière 2022-2023.	
DURÉE DU BAIL	La durée du bail est sans fin prévue.	
NOM DU LOCATEUR	Société québécoise des infrastructures.	
SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE	Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	
SUPERFICIE INOCCUPÉE	Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	
COÛT DE LA LOCATION AU MÈTRE CARRÉ	Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	
NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET REVENUS DES SOUS-LOCATAIRES	Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 16: Les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 17: Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

DATES DES TRAVAUX	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
COÛTS	Aucun aménagement pour l'année financière 2022-2023.
NOM DE LA FIRME AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX	Aucun aménagement pour l'année financière 2022-2023.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 18: Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023.

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 19: Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 26).¹

Veillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 20: Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emplois, rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.

La Commission n'a pas de personnel hors structure pour l'année financière 2022-2023.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 21: Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 22: Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 23: Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

Veillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 24: Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023.

NATURE DU SERVICE	FOURNISSEUR	COÛTS
Accès à l'information	Thomson & Reuters	144 \$
Accès AZIMUT	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	1 187 \$

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 25: Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisés par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

ACHAT DE BILLETS DE SAISON	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
BILLETS DE SPECTACLES OU ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
RÉSERVATION DE LOGES	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉS PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
FRAIS PAYÉS POUR DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 26: Le détail pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, la Commission ayant une entente administrative à cet effet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 27: Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec.

Veillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 28: La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers, et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023.

Veillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 29: Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 30: Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme pour l'année financière 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 31: L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **Rapport annuel 2022-2023** des ministères et organismes.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 32: Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 33: Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

PROGRAMME OU ENTENTE	Aucune somme reçue pour l'année financière 2022-2023.
SOMMES REÇUES	Aucune somme reçue pour l'année financière 2022-2023.
DATE(S) DES VERSEMENTS	Aucune somme reçue pour l'année financière 2022-2023.
UTILISATION DES FONDS	Aucune somme reçue pour l'année financière 2022-2023.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 34: Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
-----------------------------------------------------------	---------------------------------------------------

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 35: Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la *Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre*.

Veillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 36:	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
---------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
-------------------------------------------	---------------------------------------------------

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 37: Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emplois des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 38: La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 39: Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 40: Les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres).

Veillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 41: Pour chaque ministère et organisme, fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emplois.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 42: Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement des cotisations à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle.

Le remboursement de cotisations à des associations est en conformité avec la *Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor*.

ASSOCIATION	NOMBRE D'EMPLOYÉS	COÛTS
Canadian Criminal Justice Association	1	500 \$
Conférence des juges administratifs du Québec	8	760 \$
École nationale d'administration publique (Secrétariat aux emplois supérieurs)	12	357 \$
École nationale d'administration publique (Cotisation annuelle 2022-2023)	2	850 \$

Le remboursement de cotisations à des ordres ou corporations professionnels est en conformité avec tout autre document lié aux conditions de travail permettant le paiement de ces cotisations.

ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS	NOMBRE D'EMPLOYÉS	COÛTS
Barreau du Québec	8	12 580 \$
Chambre des notaires	1	1 669 \$

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 43: Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisé par le ministère ou l'organisme, indiquer la date, la nature, les questions posées, les réponses, la firme retenue et les coûts.

Aucun sondage ou enquête d'opinion à l'égard de la clientèle ciblée.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 44: Pour toute dépense publicitaire réalisée par le ministère ou l'organisme.

DÉPENSES RÉALISÉES AU SEIN DE MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	
POURCENTAGE	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
COÛTS	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.

DÉPENSES RÉALISÉES SUR INTERNET ET LES MÉDIAS SOCIAUX	
POURCENTAGE	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
COÛTS	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 45: Tout montant dépensé par le ministre ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre dans le cadre des activités du ministère ou organisme.

MONTANT TOTAL DÉPENSÉ VISANT À COMPENSER LES ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
--------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 46: Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 47: Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et les stratégies suivants, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure du Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

Comme le stipule la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale, seuls les ministères et organismes gouvernementaux qui emploient au moins 50 personnes, au sens de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., c. V-5.01), sont assujettis aux obligations de l'article 61.1. De ce fait, la Commission n'employant pas les 50 personnes requises pour atteindre le plancher tel que statué, l'organisme n'est ainsi pas assujetti aux obligations dudit l'article 61.1.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 48: Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et les stratégies suivants, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action de développement durable.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet de la Commission.¹

SOMMES INVESTIES	2 937 \$
-------------------------	----------

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 49: Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le *Plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022* sera présentée au **Rapport annuel 2022-2023** des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et le vitalité des territoires.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 50: Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et les stratégies suivants, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 51: Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme : le nombre d'employés au total en ayant bénéficié, le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023, la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié et le nombre d'employés en bénéficiant par nombre de jours par semaine.

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la *Politique-cadre en matière de télétravail* qui peut être consultée à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 52: Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

SOMMES DÉPENSÉES POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL POUR LE TÉLÉTRAVAIL	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
----------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 53: Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de la Commission.¹

SOMMES DÉPENSÉES	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.
NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE)	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE	Aucune dépense pour l'année financière 2022-2023.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 54: Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie : une copie du contrat, la date de fin du contrat, la valeur prévue du contrat et les sommes dépensées à ce jour.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de la Commission.¹

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 55: Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation: une copie du contrat, la date de fin du contrat, la valeur prévue du contrat et les sommes dépensées à ce jour.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de la Commission.¹

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 56: Les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS	2
HEURES DE STAGES EFFECTUÉES	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE	6 073 \$

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 57: Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de la Commission.¹

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 58: Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de la Commission.¹

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 59: Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 60: Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 61: Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et article, depuis 5 ans.

La Loi ne prévoit pas de perception d'amende.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 62: Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de la Commission.¹

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 63: Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **Rapport annuel 2022-2023** des ministères et organismes.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 64: Indiquer la valeur des actifs possédés : meubles et immeubles.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 65: Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 66: Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 67: Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel 2022-2023** des ministères et organismes.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 68: Pour 2022-2023, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 69: La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

La Commission n'a aucun comité pour l'année financière 2022-2023.

La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

